



COMMISSION DE LA FORMATION ET DE LA VIE UNIVERSITAIRE

Séance du 23 mars 2021



RODEZ

DELIBERATION

n° 03-IUT-013-MCC-DUT-CJ

RESULTAT DU VOTE
Nombre de votants : 33
Voix favorables : 33
Voix défavorables : 0
Abstentions : 0



relative au régime des études et contrôle des connaissances et compétences du

DIPLOME UNIVERSITAIRE DE TECHNOLOGIE CARRIERES JURIDIQUES

Année universitaire 2021-2022

- Vu le code de l'éducation, et notamment :
 - les articles L613-3 à L613-6 relatifs à la validation des acquis de l'expérience pour la délivrance des diplômes,
 - son article L.712-6-1 relatif aux compétences de la CFVU,
 - les articles D123-12 à D123-14 relatifs à la construction de l'Espace européen de l'enseignement supérieur,
 - les articles D613-1 à D613-13 relatifs aux grades, titres et diplômes,
 - les articles D613-17 à D613-25 relatifs aux diplômes en partenariat international,
 - les articles D613-26 à D613-30 relatifs aux étudiants handicapés,
 - les articles R613-32 à R613-37 relatifs à la validation des études supérieures antérieures et validation des acquis de l'expérience,
 - les articles D613-38 à D613-50 relatifs à la validation des études, expériences professionnelles ou acquis personnels pour l'accès aux différents niveaux de l'enseignement supérieur,
- Vu l'arrêté du 22 janvier 2014 modifié par l'arrêté du 30 juillet 2018 fixant le cadre national des formations conduisant à la délivrance des diplômes nationaux de licence, de licence professionnelle et de master,
- Vu l'arrêté du 3 août 2005 relatif au diplôme universitaire de technologie,
- Vu l'arrêté du 6 décembre 2019 portant réforme de la licence professionnelle,
- Vu l'arrêté d'accréditation relatif au contrat quinquennal 2021-2025,
- Vu la délibération du CA relative aux capacités d'accueil, et aux modalités d'admission au titre de l'année universitaire concernée,
- Vu la décision du CA du 23 novembre 2004 relative au statut de l'élue étudiant,
- Vu la charte des examens en vigueur,
- Vu l'avis du Conseil de l'IUT du 9 mars 2021.

La commission de la formation et de la vie universitaire, après en avoir délibéré, adopte le régime des études et contrôle des connaissances et compétences du DUT Carrières Juridiques.

1- Organisation des études

Dans le cadre du DUT, les études conduisant à l'obtention du diplôme sont organisées à plein temps sur une durée fixée à 4 semestres.

Les enseignements dispensés dans chaque spécialité du DUT font l'objet par semestre d'un regroupement par Unités d'enseignement (UE), elles-mêmes divisées en modules d'enseignement. L'obtention du DUT donne lieu à l'attribution de 120 ECTS, à raison de 30 ECTS par semestre validé.

UNIVERSITE TOULOUSE 1 CAPITOLE

Institut Universitaire de Technologie de Rodez

50 avenue de Bordeaux - 12000 Rodez - France - Tél. : 05 65 77 10 80 - Fax : 05 65 77 10 81 - www.iut-rodez.fr

2- Obligation d'assiduité

L'assiduité à toutes les activités pédagogiques organisées dans le cadre de la formation est obligatoire. Les absences sont relevées. Les absences injustifiées donnent lieu à une prise en compte dans l'évaluation des modules. Un état des absences est transmis au jury de semestre et au jury de délivrance du diplôme.

Toute absence connue à l'avance doit être portée à la connaissance du secrétariat et des enseignants concernés avant l'absence effective. Les justificatifs d'absence doivent parvenir au plus tard au secrétariat dans les 48h à partir du début de l'absence. Le secrétariat doit par ailleurs être informé de l'absence dès le jour même.

Toute absence injustifiée à un contrôle de connaissances engendrera une note égale à 0 pour ce contrôle. En cas d'absence injustifiée à tous les contrôles d'un module d'enseignement, la mention ABI sera indiquée sur le relevé de notes. Pour le calcul de la moyenne d'UE, cette mention équivaut à une note de module égale à 0.

3- Evaluation des enseignements

L'acquisition des connaissances et des aptitudes est appréciée par un contrôle continu et régulier. Chaque unité d'enseignement proposera plusieurs évaluations en tenant compte de son volume horaire et de sa durée.

Ce contrôle continu et régulier pourra prendre des formes variées et non exclusivement les suivantes :

- Devoir sur table à dates fixées
- Interrogation écrite programmée ou non
- Interrogation orale programmée ou non
- Participation pendant les enseignements
- Compte-rendu de Travaux Pratiques
- Compte-rendu de Travaux Dirigés
- Rapports et exposés en groupe ou individuel ...

Le contrôle est assuré par les enseignants et concerne toutes les disciplines. Les notes sont communiquées régulièrement aux étudiants. Les notes sont définitives seulement après délibération du jury et ne sont alors pas contestables. Seule la délibération du jury est créatrice de droit.

4- Validation et délivrance du diplôme

La validation d'un semestre est acquise de droit lorsque l'étudiant a obtenu à la fois :

- a) une moyenne générale égale ou supérieure à 10 sur 20 et une moyenne égale ou supérieure à 8 sur 20 dans chacune des unités d'enseignement ;
- b) la validation des semestres précédents, lorsqu'ils existent.

Lorsque les conditions posées ci-dessus ne sont pas remplies, la validation peut être assurée, sauf opposition de l'étudiant, par une compensation organisée entre deux semestres consécutifs sur la base d'une moyenne générale égale ou supérieure à 10 sur 20 et d'une moyenne égale ou supérieure à 8 sur 20 dans chacune des unités d'enseignement constitutives de ces semestres. Le semestre servant à compenser ne peut être utilisé qu'une fois au cours du cursus.

En outre, le directeur de l'IUT peut prononcer la validation d'un semestre sur proposition du jury.

La validation de tout semestre donne lieu à l'obtention de l'ensemble des unités d'enseignement qui le composent et des ECTS correspondants.

Durant la totalité du cursus conduisant au Diplôme Universitaire de Technologie, l'étudiant ne peut être autorisé à redoubler plus de deux semestres.

Dans tous les autres cas, le jury statue selon la réglementation en vigueur.

5- Plagiat, fraude et sanction

De manière générale, toute tentative de fraude aux modalités de contrôles des connaissances et aptitudes, quelles que soient leurs formes (examen écrit, oral, projet, rapport, mémoire, compte rendu de TP etc...) sera consignée dans un procès-verbal et pourra faire l'objet d'une saisine de la section disciplinaire du Conseil d'Administration de l'Université.

Les sanctions disciplinaires applicables aux usagers (étudiants) des établissements publics d'enseignement supérieur sont :

- 1- L'avertissement
- 2- Le blâme

- 3- L'exclusion de l'établissement pour une durée maximum de cinq ans. Cette sanction peut être prononcée avec sursis si l'exclusion n'excède pas deux ans
- 4- L'exclusion définitive de l'établissement
- 5- L'exclusion de tout établissement public d'enseignement supérieur pour une durée maximum de cinq ans
- 6- L'exclusion définitive de tout établissement public d'enseignement supérieur.

Toulouse, le 23 mars 2021

Hugues KENFACK

The image shows a handwritten signature in black ink, which appears to be 'HK', written over a red circular stamp. The stamp contains the text 'UNIVERSITÉ TOULOUSE 1 CAPITOLE' around the perimeter and a central emblem featuring a figure holding a book and a torch.

Le Président de la Commission de la Formation
et de la Vie Universitaire

ANNEXE : tableau synthétique des enseignements

SEMESTRE 3	ENSEIGNEMENTS	h CM	h TD	coef	ECTS
UE 31 Disciplines juridiques et gestion de l'entreprise	Droit de la responsabilité délictuelle	24	15	3	15
	Droit pénal général	18	15	2	
	Notions fondamentales de droit administratif	28	15	3	
	Droit des affaires : Droit des sociétés	30	20	3	
	Comptabilité et finance d'entreprise : Analyse financière		45	3	
	Sources et principes généraux du droit fiscal	10	15	1	
UE 32 Communication et insertion professionnelle	T.I.C. : Niveau 3		20	2	15
	Expression et communication : Techniques spécialisées de rédaction professionnelle 1		15	2	
	Langues étrangères : niveau 3		30	2	
	P.P.P. : Préparer le parcours post-DUT		20	2	
	Projet tutoré 3 (90h de travail pour les étudiants)			4	
	Administration publique *		90	3	
	Juriste d'entreprise (Justice et Notariat) *		90	3	
TOTAL SEMESTRE 3		110	300	30	30

* en fonction de son P.P.P., l'étudiant choisit une voie d'insertion professionnelle

SEMESTRE 4	ENSEIGNEMENTS	h CM	h TD	coef	ECTS
UE 41 Disciplines juridiques, gestion et communication	Contrats spéciaux	24	15	2	11
	Notions approfondies de droit administratif	24	15	2	
	Entreprises en difficulté : Procédures collectives	20	15	1	
	Comptabilité et finance d'entreprise : Comptabilité de gestion		38	1	
	Fiscalité de l'entreprise	10	15	1	
	T.I.C. : Niveau 4		20	1	
	Expression et communication : Techniques spécialisées de rédaction professionnelle 2		11	1	
	Langues étrangères : niveau 4		30	2	
UE 42 Insertion professionnelle	Projet tutoré 4 (90h de travail pour les étudiants)			4	7
	Administration publique *		90	3	
	Juriste d'entreprise (Justice et Notariat) *		90	3	
UE 4 Professionnalisation	Stage professionnel	10 semaines		12	12
TOTAL SEMESTRE 4		78	249	30	30
TOTAL DUT CJ 2 ^{ème} année		188	549	60	60